

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 23 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HYDROCHEM

ZI des Gresses
615 chemin des Plantas
26 290 Donzère

Références : 20260123-RAP-DAEN0079
Code AIOT : 0010300056

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement HYDROCHEM implanté ZI des Gresses, 615 chemin des Plantas, 26 290 Donzère. L'inspection a été annoncée le 15/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a été destinataire, via l'Inspection Générale de l'Environnement et du Développement Durable (IGEDD), d'une lettre de dénonciation émanant d'une personne employée par la société HYDROCHEM, société qui possède 4 sites en France.

La personne ayant rédigé cette lettre fait état de nombreux manquements à la réglementation applicable aux installations classées par la protection de l'environnement (rejets acides dans les réseaux, défaillance des revêtements, manque de surveillance des installations...).

L'inspection des installations classées s'est donc rendue sur le site de Donzère, le 15 janvier 2026, de manière inopinée. Tous les points abordés dans la lettre ont été vus avec l'exploitant.

En amont de la visite, le contact a été établi avec les services techniques de la ville et le gestionnaire

de la station d'épuration de la ville de Donzère, VEOLIA.

Avant que l'inspection ne se rende sur site, leurs agents ont vérifié les différents regards, situés à l'extérieur du site, qui ne présentaient aucun signe de corrosion due à des rejets acides.

Des agents des deux services étaient présents sur site pour accompagner l'inspection des installations classées.

La visite du jour aura permis au gestionnaire de la station d'épuration de prendre contact avec l'exploitant dans le but de mettre à jour la convention spéciale de déversement du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDROCHEM
- ZI des Gresses, 615 chemin des Plantas, 26 290 Donzère
- Code AIOT : 0010300056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Hydrochem est un groupe qui comprend 4 sites dont 3 sites ICPE. Le site de Donzère est soumis à la directive IED, et le BREF principal est le BREF STM relatif au « Traitement de surface des métaux et des matières plastiques ».

Le site emploie 17 personnes.

Son activité concerne la mise en propreté des métaux, acier carbone et inox, sur place dans les ateliers ou bien en chantier sur le site de leurs clients.

Les matériels traités proviennent de nombreux domaines d'activités (pétrochimie, énergie, pharmaceutique, cosmétique, construction...) utilisateurs d'acier ou d'inox ayant besoin d'être nettoyé avant sa mise en service.

L'entreprise est certifiée ISO 9001, ISO 14001, ISO 45001, ISO 19443, MASE, UTO et CEFRI.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Délais
7	Stockage des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 26/06/2009, article 7.4.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 26/06/2009, article 3.2.1	Sans objet
2	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 26/06/2009, article 4.2.1	Sans objet
3	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 26/06/2009, article 10.2.2	Sans objet
4	Programme d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 3.1.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 2.1.9.2	Sans objet
6	Rétention des zones de TS	Arrêté Préfectoral du 26/06/2009, article 7.4.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Contrairement aux dires de la lettre de dénonciation reçue par l'IGEDD, l'inspection des installations classées n'a constaté aucun manquement sur le site HYDROCHEM de Donzère. Des IBC, contenant des bains usés à traiter, sont stockés hors rétention à côté de la station de traitement. La mise sous rétention doit être réalisée rapidement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2009, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : [...] Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. [...]
Constats : Extrait de la lettre de dénonciation : <i>« une partie des effluents de rinçages acides est récupérée sur les aires de rinçages prévues à cet effet. Les aires de rinçages étanches n'étant plus entretenues, des fissures laissent échapper des effluents acides dans les sols »</i> L'exploitant indique que, au niveau de l'atelier Inox, les aires de rinçages ont été recouvertes de dalles en polyéthylène qui sont réparées au besoin par la société TSCT. L'inspection n'a pas constaté de problème concernant l'intégrité du revêtement. Du côté de l'atelier carbone, comme indiqué dans le rapport de l'inspection du 29/09/2025, si le réagréage réalisé au cours de l'année 2024 commence à donner des signes d'usure prononcée, il ne semble pas que les effluents acides puissent s'échapper dans les sols puisque la seconde couche de ciment est encore intacte. Les conditions météorologiques n'ont pas encore permis la réalisation des travaux de réfection prévus sur le sol de cet atelier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2009, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide [...] est interdit.
Constats : Extrait de la lettre de dénonciation : <i>« un nouveau manager nous demande parfois de rincer les pièces en dehors des aires de rinçages. Nous rinçons pourtant les mêmes produits chimiques mais sur le parking privé de la société. Après rinçage, nous laissons couler l'eau dans les avaloirs du parking pour je cite « diluer la dangerosité des effluents ». »</i> L'exploitant indique que les rinçages sont bien réalisés sur les aires dédiées dans les deux ateliers. En amont de la visite du jour, les agents des services techniques de la ville ont inspecté les regards d'évacuation des eaux à l'extérieur du site. Ceux-ci ne montrent aucune trace de corrosion liée à un déversement acide. Le gestionnaire de la station d'épuration n'a, quant à lui, pas remarqué de dérive sur les paramètres étudiés et qui pourrait laisser à penser que le site réalise des rejets acides. Lors de la visite, les avaloirs situés au sein du site ont été vérifiés. Eux non plus ne montrent pas trace de corrosion liée à un déversement acide.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2009, article 10.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : [...] Il n'y aura aucun rejet d'eau résiduaire à l'égout. Par exception à l'article précédent, s'il s'avère que des apports ponctuels dans la station sont trop importants par rapport aux capacités de stockage des eaux recyclées, des rejets à l'égout pourront être réalisés exclusivement après un traitement approprié des effluents. Ils devront notamment respecter les valeurs limites d'émission fixées à l'article 10.2.3 du présent arrêté. Avant tout rejet, on s'assurera, par des méthodes de contrôles simples, de la conformité du rejet avec les normes imposées. La date du rejet, la quantité rejetée et les résultats d'analyses seront consignés sur un registre. Une convention fixant les conditions de rejet des effluents industriels dans le réseau public, sera signée entre l'industriel et le gestionnaire du réseau [...] Les bains usés, les rinçages morts, les eaux de lavages des sols et d'une manière générale des eaux résiduaires polluées constituent : <ul style="list-style-type: none">• soit des déchets qui doivent alors être éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet et satisfaire aux dispositions définies au titre VII du présent arrêté ;• soit des effluents liquides visés au II du présent arrêté qui sont traités dans la station de traitement qui doit être conçue et exploitée à cet effet.
Constats : Les constats précédents tendent à prouver qu'il n'y a pas eu de rejet d'eau résiduaire à l'égout. Le suivi de la station de traitement est réalisé suivant le programme d'autosurveillance mis en place par l'exploitant. Les agents du gestionnaire de la station d'épuration ont rappelé qu'une convention spéciale de déversement a été établie le 30 août 2014 et que celle-ci est reconduite tacitement depuis. Les procédures du gestionnaire ayant changé, une nouvelle convention spéciale de déversement va être établie pour une durée de 5 ans. La finalisation est envisagée d'ici la fin du premier semestre de l'année 2026. L'exploitant se dit à la disposition des services pour la rédaction de cette convention. Demande n°1 : lorsque cela est fait, l'exploitant transmet la convention spéciale de déversement signée à l'inspection des installations classées. Par ailleurs, les boues issues du traitement des eaux industrielles sont bien prises en charge comme des déchets, comme en atteste le suivi du site sur la plateforme « Vigiedéchets ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Programme d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Programme d'autosurveillance
Prescription contrôlée : Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. [...] L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Extrait de la lettre de dénonciation : <i>« La partie des effluents acides récupérée passe par une micro-station de traitement de la société. Par manque d'effectifs et de moyens, les entretiens et contrôles ne sont plus réalisés quotidiennement »</i> L'exploitant indique que le suivi journalier est réalisé par deux personnes avec la présence sur site d'au moins une des deux personnes chaque jour. Du côté de l'inspection, les déclarations réalisées sur la plateforme GIDAF ne font pas état de manquement quant au suivi du programme d'autosurveillance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 2.1.9.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission		
Prescription contrôlée :		
L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies. [...]		
Paramètre (code SANDRE)	Concentration moyenne journalière en mg/l	Flux maximal journalier en kg/j
Matières en suspension, MES (1305)	30	0,18
Demande chimique en oxygène, DCO (1314)	1800	10,8
Azote global, N (1551)	2000	12
Nitrites, NO ₂ (1339)	20	0,1
Phosphore, P (5651)	50	0,3
Fluor, F (7073)	24	0,09
Cyanures (aisément libérables), CN (1390)	0,1	0,0005
Indice hydrocarbure (7009)	5	0,01
AOX (1106)	5	0,01
Tributylphosphate (1847)	4	0 008
Argent, Ag (1368)	0,5	0,003
Aluminium, Al (1370)	5	0,01
Arsenic, As (1369)	0,1	0,0006
Cadmium, Cd (1388)	0,1	0,0006
Chrome VI, CrVI (1371)	0,1	0,0006
Chrome Total, Cr (1389)	2	0,01

Paramètre (code SANDRE)	Concentration moyenne journalière en mg/l	Flux maximal journalier en kg/j
Cuivre, Cu (1392)	2	0,01
Fer, Fe (1393)	5	0,03
Mercure, Hg (1387)	0,05	0,0003
Nickel, Ni (1386)	2	0,01
Plomb, Pb (1382)	0,5	0,003
Étain, Sn (1380)	2	0,01
Zinc, Zn (1383)	3	0,01

Constats :

Extrait de la lettre de dénonciation :

« Il y a des dépassements de VLE (fixées par arrêté préfectoral) sur plusieurs paramètres comme le chrome VI, le nickel, les nitrites, les matières en suspension, les hydrocarbures, etc

Aucune action des managers, nous continuons à rejeter les effluents acides non-conformes alors que nous devrions arrêter les rejets.

J'ai constaté que certains résultats déclarés à la DREAL étaient minorés par rapport à ceux analysés en interne. »

Au cours de l'année 2025, les déclarations ont bien été réalisées tous les mois sous GIDAF sans dépassement pour 10 mois de l'année.

On note, en août 2025, un dépassement de la température durant une période de canicule et en septembre 2025, un dépassement pour les MES et les nitrites. L'exploitant commente ces dépassements en indiquant qu'un filtre encrassé a permis le relargage de MES et que des effluents ponctuellement plus concentrés ont été traités ce mois-ci.

Il indique par ailleurs que le filtre et la cuve de reprise ont été nettoyés et que les membranes filtrantes ont été changées.

Les actions correctives mises en place ont eu un effet positif puisque l'autosurveillance réalisée en octobre 2025 ne relève aucun dépassement.

Comme il est indiqué dans le rapport de l'inspection du 29 septembre 2025, l'exploitant réalise tous les trimestres les mesures comparatives demandées réglementairement.

Conformément à l'article 3.1.2 de l'arrêté préfectoral n°2015210-0041 du 28 juillet 2015, le site sera soumis à la réalisation d'un contrôle inopiné au cours de l'année 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rétention des zones de TS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2009, article 7.4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des zones de TS
Prescription contrôlée : [...] Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné.[...]
Constats : Extrait de la lettre de dénonciation : « <i>Les cuves acides et leurs rétentions ne sont plus contrôlées comme auparavant, raison évoquée : « trop chronophage</i> ». » Les cuves des ateliers de traitement de surface sont dorénavant toutes équipées de double peau en polyéthylène. La dernière a été équipée en fin d'année 2025 comme c'était prévu. Concernant le contrôle des rétentions, comme il est dit dans le rapport de l'inspection du 29 septembre 2025, celles-ci sont vérifiées lorsque les cuves sont vidées pour changer de bain de traitement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2009, article 7.4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des produits chimiques
Prescription contrôlée : Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres ;• dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ;• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres. [...]
Constats : Extrait de la lettre de dénonciation : « <i>Le stockage de produits chimiques en dehors des aires de rétentions (directement sur le parking) est devenu habituel. »</i> Au cours de la visite l'inspection n'a pas constaté de stockage de produits chimiques sur le parking. Ces derniers étaient bien stockés dans le local, fermé à clé. Seuls des IBC de baignoires usés arrivés la veille d'un chantier terminé sur le site d'un client et en attente de traitement au niveau de la station de traitement n'étaient pas sous rétention. Non-conformité n°1 : Les IBC de baignoires usés ne sont pas sous rétention. L'exploitant indique que le renouvellement de ce type d'IBC par des IBC avec rétention intégrée est en cours de déploiement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans les meilleurs délais, les IBC de baignoires usés en attente de traitement sont disposés sous rétention. Sous 1 mois maximum, l'exploitant prend ses dispositions pour que ces derniers soient réceptionnés et stockés conformément à la réglementation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois